

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2496

[C — 2000/27429]

21 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment les articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 insérés par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 septembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans délais des mesures en vue d'accélérer et de simplifier les procédures de traitement des dossiers et qu'il convient de mettre en œuvre ces procédures sans retard afin que les entreprises ayant sollicité le régime d'aides visé par l'arrêté du 21 mai 1999 précité en bénéficient;

Considérant qu'il est nécessaire d'accorder un délai de trois mois pour la mise en œuvre de la présente mesure afin de ne pas pénaliser les entreprises qui ont déjà entamé un programme d'investissements ne requérant pas une notification de prise en considération des investissements et vu la nécessité d'informer sans retard les P.M.E. de la nouvelle procédure de notification relative à l'introduction d'une demande de prime à l'investissement;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, 14°, est remplacé par le texte suivant :

« 14° les investissements en matériel, mobilier ou immobilier de remplacement »;

2° le § 3, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, les investissements admis sont les investissements immobiliers, matériels et immatériels limités aux brevets et licences. La valeur des investissements admis est limitée à la valeur de cession, sans pouvoir excéder la valeur comptable. »

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'entreprise qui sollicite une prime doit être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales et sociales »;

2° le § 1^{er}, alinéa 2, est abrogé;

3° le § 4, est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin prend une décision de suspension dans le cas où l'entreprise se trouve dans une des situations visées au § 3, 1° ou 2°, cette décision est notifiée à l'entreprise par l'administration ».

4° le § 5 est remplacé par le texte suivant :

« § 5. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin prend une décision de refus dans le cas où l'entreprise ne répond pas aux conditions visées aux §§ 1^{er}, 2 ou 3. Cette décision est notifiée à l'entreprise par l'administration ».

Art. 3. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. L'entreprise introduit auprès de l'administration une demande de prime avant de débiter son programme d'investissements. L'administration en accuse réception dans les 15 jours et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande de prime.

Sous peine de forclusion, l'entreprise introduit un dossier complet sur base d'un formulaire type auprès de l'administration dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'administration peut adresser à l'entreprise une demande de renseignements complémentaires, lui accordant un mois afin de compléter son dossier.

Si l'entreprise n'a pas transmis dans le mois les renseignements sollicités par l'administration, une lettre recommandée lui est adressée lui donnant un nouveau délai d'un mois.

Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin prend une décision de refus qui est notifiée à l'entreprise par l'administration.

§ 3. Avant toute décision d'octroi et sur demande dûment justifiée de l'entreprise, le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut accepter des investissements complémentaires au programme d'investissements déposé.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut, sur demande préalable et dûment justifiée par l'entreprise, autoriser une modification du programme d'investissements admis ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le programme d'investissements doit avoir débuté dans un délai de six mois à compter de l'introduction du dossier.

Le programme d'investissements doit être réalisé au plus tard quatre ans après la date de l'introduction du dossier.

Si le programme d'investissements comporte des investissements immobiliers, ceux-ci doivent être utilisés à des fins professionnelles par l'entreprise dans les six mois qui suivent leur achèvement ».

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. L'effectif d'emploi de départ relatif au critère « création d'emplois » est l'emploi moyen des quatre trimestres qui précèdent la date de réception de la demande de prime.

Toutefois, si l'entreprise est soumise à une exigence d'emploi plus élevée dans le cadre d'un dossier précédent, c'est ce chiffre d'emploi qui est pris en compte comme effectif de départ. »

Art. 6. Dans l'article 14 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sauf cas dûment justifié, toute demande de liquidation de la prime visée à l'alinéa 1^{er}, doit intervenir au plus tard cinq ans après la date de réception de la demande de prime, sous peine d'annulation de la décision d'octroi de la prime ».

Art. 7. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 15^{ter} et sauf pour l'entreprise pour laquelle une infraction aux législations et réglementations environnementales a été constatée antérieurement et à laquelle il n'a pas été mis fin lors de la demande de liquidation de la prime, si le programme d'investissements admis est inférieur ou égal à 10 millions de francs ou si la durée de réalisation est inférieure à un an, l'entreprise peut solliciter la liquidation de la prime après réalisation et paiement de la totalité du programme d'investissements.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 15^{ter} et sauf dispositions contractuelles particulières ou pour l'entreprise pour laquelle une infraction aux législations et réglementations environnementales a été constatée antérieurement et à laquelle il n'a pas été mis fin lors de la demande de liquidation de la première tranche de la prime, si le programme d'investissements admis s'élève à plus de 10 millions de francs et si la durée de celui-ci est supérieure à un an, l'entreprise peut solliciter la liquidation de la moitié de la prime sur base d'une attestation certifiée sincère et exacte par un membre soit de l'Institut des réviseurs d'entreprises, soit de l'Institut des experts comptables, indiquant la réalisation et le paiement de 40 % du programme d'investissements.

La liquidation du solde de la prime ne peut être sollicitée par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de la totalité du programme d'investissements et pour autant qu'elle respecte les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales »

Art. 8. Un article 15^{bis} rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15^{bis}. Dans le cas où, lors de l'introduction de toute demande de liquidation de la prime, l'entreprise ne respecte pas les législations et réglementations fiscales et sociales, le paiement de la prime est suspendu pendant une durée maximale de 12 mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation. Passé ce délai, si les législations et réglementations précitées ne sont pas respectées, il est procédé à l'annulation des aides et à leur récupération ».

Art. 9. Un article 15^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15^{ter}. § 1^{er}. En cas de création d'entreprise si, lors de l'introduction de la demande de liquidation relative à la dernière tranche de la prime, l'entreprise ne respecte pas les législations et réglementations environnementales, le paiement est suspendu et une notification lui est adressée, l'enjoignant à se conformer à celles-ci dans un délai ne pouvant dépasser de 12 mois le délai visé à l'article 9, alinéa 2, courant à partir de la notification. Passé ce délai, si les législations et réglementations précitées ne sont pas respectées, il est procédé à l'annulation des aides et à leur récupération.

§ 2. Pour les autres cas, lorsque lors de l'introduction de la demande de liquidation de la première tranche de la prime, l'entreprise ne respecte pas les législations et réglementations environnementales, une notification lui est adressée, l'enjoignant à se conformer à celles-ci selon des modalités et dans un délai convenu avec l'administration, étant entendu que celui-ci ne peut outrepasser le délai visé à l'article 9, alinéa 2.

Si, à l'expiration du délai de mise en conformité ou lors de l'introduction de la demande de liquidation relative à la dernière tranche de la prime, l'entreprise ne respecte pas les réglementations précitées, il est procédé à l'annulation des aides et à leur récupération.

Lorsque lors de l'introduction de la demande de liquidation relative à la dernière tranche de la prime ou celle visée à l'article 15, § 1^{er}, ou à l'expiration du délai visé à l'article 9, alinéa 2, l'entreprise ne respecte pas les législations et réglementations environnementales, une notification lui est adressée, l'enjoignant à se conformer à celles-ci dans un délai de 12 mois courant à partir de la notification, et le paiement est suspendu. Passé ce délai, si les législations et réglementations précitées ne sont pas respectées, il est procédé à l'annulation des aides et à leur récupération ».

Art. 10. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'administration peut procéder à un contrôle au sein de l'entreprise dès que celle-ci a obtenu un accusé de réception de sa demande de prime et jusqu'au moment où ses obligations envers la Région sont échues ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 septembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche, et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 2496

[C — 2000/27429]

21. SEPTEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, insbesondere der durch das Dekret vom 25. Juni 1992 eingefügten Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des am 20. September 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, Maßnahmen zur Beschleunigung und zur Vereinfachung der Verfahren zur Bearbeitung der Akten unverzüglich zu treffen, und dass diese Verfahren unverzüglich zu bewerkstelligen sind, damit die Unternehmen, die die in dem vorerwähnten Erlass vom 21. Mai 1999 Beihilferegelung beantragt haben, sie in Anspruch nehmen können;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, eine dreimonatige Frist für die Bewerksstellung der vorliegenden Maßnahme zu gewähren, damit keine Benachteiligung der Unternehmen entsteht, die ein Investitionsprogramm bereits gestartet haben, das keine Notifizierung der Berücksichtigung der Investitionen erfordert, und aufgrund der Notwendigkeit, die K.M.U. unverzüglich über das neue Notifizierungsverfahren bezüglich der Einreichung eines Antrags auf Investitionsprämie zu informieren;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.U., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die folgenden Abänderungen werden in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung angebracht:

1° § 2, 14° wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«14° die Investitionen in Ersatzmaterial, -mobiliar oder Bimmobilien»;

2° § 3, Absatz 2 wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«In diesem Fall sind die zulässigen Investitionen die Investitionen in unbewegliche Güter, die materiellen und immateriellen Investitionen, die sich auf Patente und Lizenzen beschränken. Der Wert der zulässigen Investitionen ist auf den Verkaufswert beschränkt, ohne dass der Buchwert überschritten werden darf.»

Art. 2 - Im Artikel 7 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° § 1, Absatz 1 wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

« Das Unternehmen, das eine Prämie beantragt, muss den für die Ausübung seiner Tätigkeit geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie den steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen genügen»;

2° § 1, Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

3° § 4 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 4. Der Minister oder der dazu beauftragte Beamte beschließt das Aussetzen des Antrags, falls das Unternehmen sich in einer der in § 3, 1° oder 2° erwähnten Situationen befindet. Diese Entscheidung wird dem Unternehmen durch die Verwaltung mitgeteilt.»

4° § 5 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«5. Der Minister oder der dazu beauftragte Beamte beschließt die Ablehnung des Antrags, falls das Unternehmen den in §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Bedingungen nicht genügt. Diese Entscheidung wird dem Unternehmen durch die Verwaltung mitgeteilt».

Art. 3 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - § 1. Das Unternehmen reicht einen Antrag auf Prämie bei der Verwaltung ein, bevor es sein Investitionsprogramm einleitet. Die Verwaltung bestätigt dessen Eingang innerhalb von fünfzehn Tagen und legt das Datum für die Berücksichtigung des Investitionsprogramms fest, das dem Datum des Eingangs des Antrags auf Prämie entspricht.

Unter Gefahr des Ausschlusses reicht das Unternehmen eine vollständige Akte auf der Grundlage eines Musterformulars innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Absatz 1 erwähnten Empfangsbestätigung bei der Verwaltung ein.

§ 2. Die Verwaltung kann dem Unternehmen eine Anfrage auf zusätzliche Auskünfte zusenden, wobei dem Unternehmen eine einmonatige Frist für die Vervollständigung seiner Akte gewährt wird.

Falls das Unternehmen die durch die Verwaltung gewünschten Auskünfte innerhalb eines Monats nicht übermittelt hat, wird ihm ein bei der Post aufgegebenener Einschreibebrief zugesandt, womit ihm eine zweite einmonatige Frist gewährt wird.

Nach Ablauf dieser Frist beschließt der Minister oder der dazu beauftragte Beamte die Ablehnung des Antrags, die dem Unternehmen durch die Verwaltung mitgeteilt wird.

§ 3. Vor jeglichem Beschluss zur Gewährung einer Prämie und auf einen hinreichend gerechtfertigten Antrag des Unternehmens hin kann der Minister oder der dazu beauftragte Beamte zusätzliche Investitionen zum eingereichten Programm annehmen.

Der Minister oder der dazu beauftragte Beamte kann auf einen vorherigen und hinreichend gerechtfertigten Antrag des Unternehmens hin eine Änderung des zugelassenen Investitionsprogramms erlauben».

Art. 4 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 9 - Das Investitionsprogramm muss innerhalb von sechs Monaten ab der Einreichung der Akte begonnen haben.

Das Investitionsprogramm muss spätestens vier Jahre nach dem Tag der Einreichung der Akte fertiggestellt werden.

Wenn das Investitionsprogramm Investitionen in Immobilien enthält, müssen diese innerhalb von sechs Monaten nach deren Fertigstellung durch das Unternehmen zu beruflichen Zwecken benutzt werden».

Art. 5 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - Die Ausgangsbeschäftigtenzahl bezüglich des Kriteriums «Schaffung von Arbeitsplätzen» ist die durchschnittliche Beschäftigtenzahl der vier Quartale vor dem Datum des Empfangs des Antrags auf Prämie.

Wenn das Unternehmen jedoch im Rahmen einer vorherigen Akte einer höheren Anforderung bezüglich der Beschäftigung unterliegt, wird diese Beschäftigtenzahl als Ausgangszahl berücksichtigt.»

Art. 6 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird der folgende Absatz zwischen den 1. und den 2. Absatz eingefügt:

«Außer in hinreichend gerechtfertigten Fällen muss jeder Antrag auf Auszahlung der in Absatz 1 erwähnten Prämie unter Gefahr der Nichtigkeitserklärung des Beschlusses zur Gewährung der Prämie spätestens fünf Jahre nach dem Datum des Empfangs des Antrags auf Prämie erfolgen».

Art. 7 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 15 - § 1. Unbeschadet der Anwendung des Artikels 15ter und außer für das Unternehmen, in dessen Fall ein Verstoß gegen die umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen vorherig festgestellt worden ist, dem bei dem Antrag auf Auszahlung der ersten Tranche der Prämie kein Ende gesetzt worden ist, kann das Unternehmen die Auszahlung der Prämie nach Bewerkestellung und Auszahlung der Gesamtheit des Investitionsprogramms beantragen, wenn das angenommene Investitionsprogramm sich auf höchstens BEF 10 Millionen beläuft oder wenn dessen Durchführungsdauer weniger als ein Jahr beträgt.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung des Artikels 15ter und sofern es keine besonderen vertraglichen Bestimmungen gibt oder außer für das Unternehmen, in dessen Fall ein Verstoß gegen die umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen vorherig festgestellt worden ist, dem bei dem Antrag auf Auszahlung der ersten Tranche der Prämie kein Ende gesetzt worden ist, kann das Unternehmen die Auszahlung der Hälfte der Prämie auf der Grundlage eines Attests beantragen, das entweder durch ein Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren oder durch ein Mitglied des Instituts der Buchsachverständiger als ehrlich und richtig bescheinigt wird und das die Bewerkestellung und die Auszahlung von 40 % des Investitionsprogramms angibt, wenn das angenommene Investitionsprogramm sich über BEF 10 Millionen beläuft oder wenn dessen Durchführungsdauer mehr als ein Jahr beträgt.

Die Auszahlung des Restbetrags der Prämie darf das Unternehmen erst beantragen, nachdem das gesamte Investitionsprogramm ausgeführt und bezahlt worden ist und insofern es die steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen achtet.».

Art. 8 - Ein wie folgt verfasster Artikel 15*bis* wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 15*bis* - Falls das Unternehmen bei der Einreichung von jeglichem Antrag auf Auszahlung der Prämie die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet, wird die Auszahlung der Prämie für eine Dauer von höchstens 12 Monaten ab dem Datum der Einreichung des Antrags auf Auszahlung ausgesetzt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Streichung der Beihilfen und deren Beitreibung eingeleitet, wenn die vorerwähnten Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet worden sind».

Art. 9 - Ein wie folgt verfasster Artikel 15*ter* wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 15*ter* - § 1. Wenn im Falle einer Betriebsgründung das Unternehmen bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung bezüglich der letzten Tranche der Prämie die umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet, wird die Auszahlung ausgesetzt und dem Unternehmen ein Notifizierungsschreiben zugesandt, das es auffordert, ihnen innerhalb einer Frist, die die in Artikel 9, Absatz 2 erwähnte Frist um nicht mehr als 12 Monate übertreffen darf und die ab der Notifizierung läuft, nachzukommen.

Nach Ablauf dieser Frist werden die Streichung der Beihilfen und deren Beitreibung eingeleitet, wenn die vorerwähnten Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet worden sind».

§ 2. In den anderen Fällen, wenn das Unternehmen bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung der letzten Tranche der Prämie die umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet, wird ihm ein Notifizierungsschreiben zugesandt, das es auffordert, ihnen gemäß Modalitäten und innerhalb einer mit der Verwaltung vereinbarten Frist nachzukommen, wobei diese Frist die in Artikel 9, Absatz 2 erwähnte Frist nicht übertreffen darf.

Wenn bei Ablauf der für die Anpassung an die Erfordernisse vorgesehenen Frist oder bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung bezüglich der letzten Tranche der Prämie das Unternehmen die vorerwähnten Regelungen nicht beachtet, werden die Streichung der Beihilfen und deren Beitreibung eingeleitet.

Wenn das Unternehmen bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung bezüglich der letzten Tranche der Prämie oder derjenigen, die in Artikel 15, § 1 erwähnt wird, oder bei Ablauf der in Artikel 9, Absatz 2 erwähnten Frist die umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet, wird ihm ein Notifizierungsschreiben zugesandt, das es auffordert, ihnen innerhalb einer zwölfmonatigen Frist ab der Notifizierung nachzukommen. Dabei wird die Auszahlung ausgesetzt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Streichung der Beihilfen und deren Beitreibung eingeleitet, wenn die vorerwähnten Gesetzgebungen und Regelungen nicht beachtet worden sind».

Art. 10 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 18 - Die Verwaltung kann eine Kontrolle innerhalb des Unternehmens vornehmen, sobald es eine Empfangsbestätigung bezüglich seines Antrags auf Prämie erhalten hat und bis zum Zeitpunkt, zu welchem seine Verpflichtungen der Region gegenüber abgelaufen sind».

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des vierten Monats nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 12 - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.U. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. September 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.U., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2000 — 2496

[C — 2000/27429]

21 SEPTEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van de artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op de artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14, ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van de artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 september 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen moeten worden om de procedures voor de behandeling van de dossiers te bespoedigen en te vereenvoudigen en dat het aangewezen is deze procedures onverwijld toe te passen zodat de bedrijven die om het in bovenvermeld besluit van 21 mei 1999 bepaalde stelsel van tegemoetkomingen verzocht hebben, daarvoor in aanmerking kunnen komen;

Overwegende dat een termijn van drie maanden verleend moet worden voor de uitvoering van deze maatregel om de bedrijven niet te benadelen die een investeringsprogramma reeds hebben aangevat waarvoor een mededeling dat de investeringen in aanmerking worden genomen, niet vereist is, en overwegende dat de K.M.O.'s onverwijld op de hoogte moeten worden gebracht van de nieuwe mededelingsprocedure voor het indienen van een aanvraag om een investeringspremie;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van de artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, 14°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 14° de investeringen in vervangingsmaterieel, roerende of onroerende vervangingsgoederen »;

2° § 3, tweede lid, wordt vervangen door het volgende lid :

§ 4. « In dat geval zijn de in aanmerking genomen investeringen de onroerende, materiële en immateriële investeringen die beperkt zijn tot de octrooien en de vergunningen. De waarde van de in aanmerking genomen investeringen is beperkt tot de afkoopwaarde zonder hoger te liggen dan de boekwaarde ».

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Het bedrijf dat een premie aanvraagt moet de wetsbepalingen tot regeling van de uitoefening van zijn activiteit alsmede de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen in acht nemen »;

2° § 1, tweede lid, wordt opgeheven;

3° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar neemt een beslissing tot schorsing indien het bedrijf zich in één van de onder § 3, 1° of 2°, bedoelde toestanden bevindt. Deze beslissing wordt door het bestuur aan het bedrijf medegedeeld ».

4° § 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar neemt een weigeringsbeslissing indien het bedrijf aan de onder §§ 1, 2 of 3 bedoelde voorwaarden niet voldoet. Deze beslissing wordt door het bestuur aan het bedrijf medegedeeld ».

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. Het bedrijf moet een premieaanvraag bij het bestuur indienen vóór het begin van zijn investeringsprogramma. Het bestuur bevestigt de goede ontvangst hiervan binnen 15 dagen en bepaalt de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking zal komen die met de datum van ontvangst van de premieaanvraag overeenstemt.

Op straffe van uitsluiting moet het bedrijf een volledig dossier op grond van een modelformulier indienen binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van het in het eerste lid bedoelde ontvangstbericht.

§ 2. Het bestuur kan het bedrijf om bijkomende inlichtingen verzoeken waarbij het bedrijf zijn dossier binnen één maand vollediger moet maken.

Indien het bedrijf de door het bestuur aangevraagde inlichtingen binnen één maand niet heeft medegedeeld, krijgt het bedrijf bij aangetekend schrijven een nieuwe termijn van één maand.

Na het verstrijken van die termijn neemt de Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar een weigeringsbeslissing die aan het bedrijf door het bestuur wordt medegedeeld.

§ 3. Vóór iedere beslissing m.b.t. een toekenning en op behoorlijk gemotiveerd verzoek van het bedrijf kan de Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar investeringen toestaan die het ingediende investeringsprogramma aanvullen.

De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar kan, op voorafgaand en behoorlijk gemotiveerd verzoek van het bedrijf, een wijziging van het goedgekeurde investeringsprogramma toestaan ».

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. Het investeringsprogramma moet starten binnen een termijn van zes maanden vanaf de indiening van het dossier.

Het investeringsprogramma moet eindigen uiterlijk vier jaar na de datum van indiening van het dossier.

Indien het investeringsprogramma investeringen in onroerende goederen omvat, moeten ze binnen zes maanden nadat er een einde aan wordt gemaakt, door het bedrijf voor beroepsdoeleinden gebruikt worden ».

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. De aanvankelijke tewerkstellingsgrootte m.b.t. het criterium « scheppen van werkgelegenheid » is gelijk aan de gemiddelde tewerkstelling van de vier kwartalen voorafgaand aan de datum van ontvangst van de premieaanvraag.

Indien het bedrijf evenwel meer personen in dienst moet nemen in het kader van een vorig dossier, wordt rekening gehouden met dat aantal banen als aanvankelijke tewerkstellingsgrootte ».

Art. 6. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Behoudens behoorlijk gemotiveerde gevallen moet ieder verzoek om de in het eerste lid bedoelde premie uit te keren uiterlijk vijf jaar na de datum van ontvangst van de premieaanvraag worden ingediend op straffe van vernietiging van de beslissing om de premie toe te kennen ».

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 15ter en behalve voor het bedrijf waarvoor een overtreding van de milieuwetgevingen en -regelgevingen vroeger is vastgesteld, en waaraan bij het verzoek om de premie uit te keren geen einde werd gemaakt, kan het bedrijf, indien het in aanmerking genomen investeringsprogramma maximum BEF 10 miljoen BEF bedraagt of indien de verwezenlijking over minder dan één jaar loopt, om de uitkering van de premie verzoeken na verwezenlijking en betaling van het volledige investeringsprogramma.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 15ter en behoudens bijzondere contractuele beschikkingen of voor het bedrijf waarvoor een overtreding van de milieuwetgevingen en -regelgevingen vroeger is vastgesteld, en waaraan bij het verzoek om de eerste tranche van de premie uit te keren geen einde werd gemaakt, kan het bedrijf, indien het in aanmerking genomen investeringsprogramma meer dan BEF 10 miljoen bedraagt en indien de verwezenlijking hiervan over meer dan één jaar loopt, om de uitkering van de helft van de premie verzoeken op grond van een attest dat door een lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren of van het Instituut der Accountants voor echt verklaard is, waarbij bepaald is dat het investeringsprogramma ten belope van 40 % verwezenlijkt en betaald is.

Het bedrijf kan slechts na verwezenlijking en betaling van het volledige investeringsprogramma om de uitkering van het saldo van de premie verzoeken en voor zover dit bedrijf de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -regelgevingen in acht neemt ».

Art. 8. Een als volgt luidend artikel 15bis wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 15bis. Indien het bedrijf, bij het indienen van iedere aanvraag om de premie uit te keren, de fiscale en sociale wetgevingen en regelgevingen niet in acht neemt, wordt de betaling van de premie geschorst tijdens een periode van maximum 12 maanden vanaf de datum waarop de uitkeringsaanvraag wordt ingediend. Na het verstrijken van deze termijn wordt, indien bovenvermelde wetgevingen en regelgevingen niet in acht worden genomen, tot de vernietiging van de tegemoetkomingen en tot de invordering hiervan overgegaan ».

Art. 9. Een als volgt luidend artikel 15ter wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 15ter. § 1. Indien het bedrijf, in geval van oprichting, bij het indienen van de uitkeringsaanvraag voor de laatste tranche van de premie, de milieuwetgevingen en -regelgevingen niet in acht neemt, wordt de betaling geschorst en een mededeling aan het bedrijf gericht waarbij het aangemaand wordt ze in acht te nemen binnen een termijn die, vanaf de mededeling, de in artikel 9, tweede lid, bepaalde termijn met maximum 12 maanden overschrijdt.

Na het verstrijken van deze termijn wordt, indien bovenvermelde wetgevingen en regelgevingen niet in acht worden genomen, tot de vernietiging van de tegemoetkomingen en tot de invordering hiervan overgegaan.

§ 2. Voor de andere gevallen wordt, indien het bedrijf, bij het indienen van de uitkeringsaanvraag voor de eerste tranche van de premie, de milieuwetgevingen en -regelgevingen niet in acht neemt, een mededeling aan het bedrijf gericht waarbij het aangemaand wordt ze in acht te nemen volgens met het bestuur overeengekomen modaliteiten en termijnen, met dien verstande dat deze termijnen de in artikel 9, tweede lid, bedoelde termijn niet mogen overschrijden.

Indien het bedrijf, na het verstrijken van de termijn voor de inachtneming of bij het indienen van de uitkeringsaanvraag voor de laatste tranche van de premie, bovenvermelde wetgevingen en regelgevingen niet in acht neemt, wordt tot de vernietiging van de tegemoetkomingen en tot de invordering hiervan overgegaan.

Wanneer het bedrijf, bij het indienen van de uitkeringsaanvraag voor de laatste tranche van de premie of de in artikel 15, § 1, bedoelde premie, of na het verstrijken van de in artikel 9, tweede lid, bedoelde termijn, de milieuwetgevingen en -regelgevingen niet in acht neemt, wordt een mededeling aan het bedrijf gericht waarbij het aangemaand wordt ze in acht te nemen binnen een termijn van 12 maanden vanaf de mededeling en wordt de betaling geschorst. Na het verstrijken van deze termijn wordt, indien bovenvermelde wetgevingen en regelgevingen niet in acht worden genomen, tot de vernietiging van de tegemoetkomingen en tot de invordering hiervan overgegaan ».

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Het bestuur kan een controle binnen het bedrijf uitoefenen zodra het een ontvangstbericht van de premieaanvraag ontvangen heeft en tot zijn verplichtingen jegens het Gewest volbracht zijn ».

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de vierde maand na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 september 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA